



"Décidément c'est une constante : les socialistes au pouvoir se moquent du monde. Tout est bon pour faire incuber la politique néolibérale de Bruxelles à tous les échelons du pays. Ainsi, en juin 2013, une circulaire émanant de La Direction Générale des Finances Publiques à Bercy enjoignait ses cadres locaux à se concerter « avec les collectivités locales pour maîtriser l'augmentation des charges de la DGFIP découlant de la ré-internalisation de la gestion de certains services publics locaux ». En d'autres termes, à se transformer en courtois militants de l'externalisation des services publics vers les grands estomacs du privé ; un petit argumentaire sous forme de vade-mecum (que ne renieraient pas les écoles de lobbying) accompagnait la circulaire. Quitte à utiliser la menace budgétaire : Bercy souhaitait informer galamment que si jamais re-municipalisation il y avait, ses services renâcleraient alors à exécuter les tâches de trésorerie qui leur incombent (recouvrement des impayés etc...), laissant se débrouiller les collectivités récalcitrantes au dogme libéral pendant que la baisse des dotations continuent d'étouffer leur capacité d'agir. C'est que le retour en gestion publique entraînerait des charges supplémentaires pour l'administration, en terme de comptabilité publique ( [lire ma note de blog à ce sujet](#) ).

C'est quand même un peu gênant qu'une administration soit-disant neutre et soumise à la volonté générale souhaite se défaire de ses tâches, quitte à remettre en cause le principe d'autonomie des collectivités locales concernant leurs compétences garanti par la Constitution. Bref, est-ce bien normal que les services de l'État, en plus de se transformer en véritables militants politiques, d'exercer une pression inacceptable sur les élus locaux, se dégagent si ouvertement de leurs obligations ?

Choquée par cette discrète croisade, France Eau Publique, dont je suis co-fondateur, adressait une lettre de protestation au ministère. Nous pointions notamment que certaines options de gestion compatibles avec la remunicipalisation des services publics étaient susceptibles d'alléger le fonctionnement des services du ministère. Nous demandions en outre une audience au ministère, dans une démarche coopérative, afin d'expliquer le fonctionnement de France Eau Publique et de faire un point sur les intérêts communs du ministère et des collectivités dans la remunicipalisation des services publics.

Las, le ministre joue à faire la sourde oreille, oscillant entre dédain et pleurerie. Dans la réponse sibylline qu'il vient en effet d'adresser à France Eau Publique, Pierre Moscovici ignore à la fois nos mises en cause et nos demandes. « Comme vous le savez également, ces décisions souveraines des collectivités locales peuvent aussi avoir un impact significatif sur l'activité de la DGFIP, dans son rôle de prestataire de service. Il me semble dès lors indispensable que la DGFIP, dans le cadre des relations de confiance qui existent avec les collectivités locales et auxquelles je suis très attaché, puisse sensibiliser en amont les donneurs d'ordre sur les aspects opérationnels pour la DGFIP de tout changement significatif dans les modes de gestion. » En un mot : circulez, il n'y a rien à voir !

En plus de décliner au niveau local les maximes frelatées du néolibéralisme qui profitent au quarteron « stressé » (merci Pierre Gattaz pour cette trouvaille de premier ordre) des grandes multinationales planquées ici et là dans les paradis fiscaux, le gouvernement se gausse de mépriser tranquillement, d'un trait de signature, les inquiétudes et sollicitations des élus de la République et de la société civile organisée en vue de l'intérêt général et du bien commun. Avec l'externalisation des services publics, c'est l'affaiblissement de la démocratie, la récession économique et la destruction de l'écosystème qui s'accroissent. Une paille pour les ahuris du fric.

Mais l'oligarchie gouvernementale n'en sera pas quitte pour autant : les municipales qui approchent à grands pas (premier tour le 23 mars), animées par les campagnes enthousiasmantes de tous les camarades qui mettent ces revendications au coeur de leurs programmes locaux, démontreront la demande d'une véritable Opposition de gauche dans tout le pays. Nous sommes la résistance."